

Entretien avec Bertrand Gaufryau paru dans
le numéro 445 de **GOLIAS HEBDO**
(8 au 14 septembre 2016)

Une politique éducative pour la jeunesse, une pédagogie pour la démocratie

La rentrée 2016 s'annonce quelque peu différente des années passées... Les attentats de cet été ont incité à une démarche « sécuritaire » qui s'installe de manière plus officielle dans les établissements scolaires. Gadget ou nécessité ?

Je ne dirai pas qu'il s'agit d'un gadget : un gadget est quelque chose d'inutile et d'amusant. Les mesures sécuritaires ne sont pas inutiles : il n'est pas absolument certain qu'elles évitent les attentats ou même permettent d'en limiter les dégâts, mais elles ont une "efficacité" sociale. À un moment de surenchère sécuritaire à droite, que n'aurait-on pas dit si le gouvernement n'avait pas pris ces mesures ? Et puis, elles sont censées rassurer, montrer que la puissance publique prend les choses en main et démontrer que le gouvernement protège ses enfants et ses citoyens. Ces mesures ne sont pas, non plus, amusantes, tout au contraire : elles témoignent même que, selon les mots du ministre de l'intérieur, « le temps de l'insouciance est passé » ! Mais l'éducation doit rester protégée, au moins partiellement, du vacarme et de la fureur du monde. C'est pourquoi il conviendra que, dans les établissements scolaires, les mesures de sécurité soient présentées par les adultes de manière sereine, accompagnées d'une réflexion plus globale sur la prévention et, surtout, sur la manière dont chacun et chacune peut contribuer à rendre le monde plus humain.

Je ne voudrais pas, en effet, que les précautions que l'on prend contre les attentats contribuent à accroître l'inquiétude et le stress de nos enfants. Je sais que, depuis le 13 novembre en particulier, de

nombreux élèves sont très anxieux, nourrissent des phobies et même, parfois, ne parviennent pas à trouver le sommeil. Ils ont besoin de nous, adultes, d'une figure tutélaire rassurante, d'une présence qui permette de lever les tensions. Nous ne devons pas faire assumer à nos enfants des soucis et des responsabilités d'adultes prématurément. Ce serait un comble, à un moment où les adultes eux-mêmes sont infantilisés volontiers par les « industries de programme » et où l'on nous enjoint, de tous côtés, à rester des adolescents – ou des « adulescents » – le plus longtemps possible ! Nous avons le devoir de protéger l'enfance, de protéger cette période de la vie essentielle où l'on découvre le monde doucement et où l'on apprend progressivement à "tenir debout" tout seul. Nous avons le devoir d'aider l'enfant à "s'instituer" pour qu'il puisse, ensuite, affronter "le bruit et la fureur" du monde. Instituer : le métier des instituteurs que nous devons tous être.

Cette démarche n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt d'une certaine forme d'incurie d'une politique éducative plus globale ?

L'Éducation nationale a, je crois, pris la mesure des choses et elle a engagé des actions importantes en matière de formation citoyenne, y compris à travers les nouveaux programmes. Mais il est vrai que la situation me semble nécessiter un sursaut éducatif plus global. Dans l'École, d'abord : c'est toute la pédagogie au quotidien qui doit être irriguée par le souci de transmettre à nos élèves, à la fois ce qui unit et ce qui libère. Dans le fonctionnement de l'institution scolaire, ensuite : nous ne pouvons défendre les valeurs de la République que si nous faisons un effort pour les incarner au quotidien, si la lutte contre toutes les formes d'inégalité et de discrimination est au cœur de notre travail et si les mots de "justice" ou de "solidarité" sont réellement des principes lisibles de notre action. Dans le fonctionnement de notre société, enfin : il nous faut être capables de montrer que l'individualisme, la concurrence effrénée, la jouissance immédiate, la séduction de la violence et de toutes les formes de radicalisme ne sont pas les seules perspectives que nous pouvons offrir à nos jeunes. C'est toute la société contemporaine qui est interpellée par ce qui se passe : qu'offrons-nous comme espérance à nos enfants ? Après l'effondrement des grands récits du 19e siècle - le progrès par la technique, le bonheur par les soviets, la justice par la social-démocratie - qu'avons-nous à dire à nos enfants qui leur permette de ne pas chercher leur satisfaction dans le "tout - tout de suite", mais de s'engager lucidement dans la construction d'un monde meilleur ? Et, plus concrètement encore : quand on sait que près de trois millions de jeunes sont aujourd'hui sans emploi, études ni formation, avec le sentiment de n'avoir aucune place dans une société qui ne veut

pas d'eux, comment reconnaître dans notre jeunesse une force d'avenir, lui donner confiance et l'écartier des tentations de la consommation frénétique ou de l'héroïsme facile dans la négativité mortifère ? Voilà des questions que voudrais voir plus souvent posées...

Vous dites « l'école est le lieu où l'on apprend ensemble. Ce n'est pas simplement celui où chacun apprend ». Derrière cette démarche, il y a cette dimension collective, cette dimension émancipatrice de l'école. Pouvez-vous nous indiquer en quoi cette dimension est indissociable de ce que l'on est en mesure d'attendre de l'école aujourd'hui et pour demain ?

Notre monde est malade de l'individualisme social. Et, si l'on veut lutter contre le communautarisme clanique, il faut réapprendre le sens du vrai collectif. Voilà un enjeu essentiel : face à l'individualisme, offrir autre chose que le repli sur soi ou l'assujettissement à des leaders charismatiques qui peuvent donner l'illusion d'exister enfin, mais au prix du renoncement à toute liberté.

Le collectif n'est pas le communautarisme : dans un vrai collectif, chacun a une place, une responsabilité, une part dans les décisions communes et aussi la liberté de dire "non". Dans un vrai collectif, on sait ce qui nous rassemble, mais aussi ce qui nous spécifie. Dans un vrai collectif, les rituels sont un moyen de permettre à chacun et chacune de s'intégrer sans s'identifier naïvement au chef. Dans un vrai collectif, on met, en permanence, en dialectique le même et l'autre, ce qui nous rassemble et ce qui nous distingue. Dans un vrai collectif, on porte un projet commun d'émancipation.

Or, nous voyons bien qu'à cet égard, il n'y a pas beaucoup de vrais collectifs dans nos écoles et établissements : il y a plutôt des clans, des bandes, des complicités passagères ou des relations fusionnelles. Pour sortir de là, il ne suffit pas d'exalter le "vivre ensemble", il faut construire du « faire ensemble » : parce que c'est le « faire ensemble » qui permet à chacun de s'investir et de trouver du sens à sa vie ; parce que le « faire ensemble » permet de se confronter aux contraintes du réel et de sortir des fantasmes de la toute-puissance ; parce que le « faire ensemble » ouvre à un échange possible entre des sujets qui n'ont pas nécessairement la même sensibilité, la même idéologie, les mêmes croyances.

Faire de nos classes et de nos établissements des collectifs solidaires autour de projets communs n'est donc pas une option parmi d'autres, c'est un impératif éducatif pour aujourd'hui.

L'école est-elle encore ce lieu qui peut et doit créer du commun, au-delà de la transmission des savoirs ?

Elle ne l'est pas toujours malheureusement. Mais l'école doit d'abord créer du commun dans la transmission des savoirs. Les savoirs eux-mêmes sont du commun, dans la mesure où ils sont découverts ou redécouverts ensemble et non imposés comme des « croyances obligatoires », fussent-elles rationnelles. Mais, au-delà de la transmission des savoirs – mission fondamentale de l'école –, il y a, effectivement, un apprentissage que je considère comme essentiel : l'apprentissage de l'empathie : découvrir que l'autre est un « autre soi-même », que nous partageons des mêmes préoccupations et les mêmes problèmes, les mêmes inquiétudes et les mêmes espérances ; découvrir que l'autre peut souffrir de ce que je lui dis et inflige et que cette souffrance ne fait pas seulement que le détruire, mais qu'elle détruit aussi l'humanité en celui qui en est responsable... Enfin, je crois que l'éducation d'aujourd'hui doit apprendre aux enfants que nous sommes liés, sur cette terre, par une communauté de destin, que la solidarité n'est pas seulement une valeur, comme le disait Albert Jacquard, mais que c'est aussi un fait. Et que nous pouvons nous inscrire dans cette solidarité pour le pire – notre destruction collective – ou pour le meilleur, un monde plus juste, durable et convivial...

L'école émancipatrice, lieu de mise en perspective des savoirs et libération des croyances a peut-être davantage de sens aujourd'hui... Les enseignants et personnels des établissements sont-ils à même de pouvoir répondre à cette mission ?

Je crois qu'ils le souhaitent, mais qu'ils ne sont pas toujours assez formés pour assumer cette tâche. La formation a été la grande oubliée de la « refondation » : or, sans formation pédagogique, les enseignants sont démunis face à des situations de plus en plus difficiles. Si l'on ne revisite pas la tradition pédagogique régulièrement, si l'on n'apprend pas de cette tradition, on perd le sens de ce qui fait l'essence même de la pédagogie : la volonté d'éduquer sans conformer, de permettre à un sujet de s'émanciper tout en s'appropriant une culture qui le précède, la capacité d'inventer des « belles contraintes » qui permettent à l'autre de se dépasser et de grandir en humanité.

Lieu de réflexion, de construction de la citoyenneté, l'école est-elle le seul qui permette, par la pédagogie, de retrouver l'essence de la démocratie?

Non, bien sûr. C'est dans tous les domaines que peut, que doit, s'effectuer l'éducation à la démocratie, c'est-à-dire l'apprentissage de la liberté dans un collectif solidaire. C'est dans la famille, d'abord, que se découvre l'usage de la langue et que s'expérimente, par une reformulation exigeante et bienveillante à la fois, la pratique du débat et la découverte de la vérité comme du bien commun ; c'est là que se négocient, dès les premiers apprentissages, le sursis à l'immédiateté de la pulsion et l'accès à la réflexivité. Mais nous savons bien que les inégalités sociales et culturelles sont considérables et que les enfants arrivent à l'école avec des écarts considérables dans ce domaine. C'est pourquoi l'école a un si grand rôle à jouer. Mais, à côté de l'école, il y a aussi tout le tissu associatif et tous les mouvements d'éducation populaire : ils peuvent jouer un rôle essentiel dans l'apprentissage de la citoyenneté démocratique. Malheureusement, ils ont été bien abîmés par plusieurs années de politique méprisante à leur égard ; ils ont même dû, parfois, jouer le jeu de l'individualisme en se transformant en prestataires de loisirs à la carte. Il faut leur donner les moyens de se développer sur tous les territoires. Enfin, il y a la responsabilité citoyenne de tous les médias, bien sûr. Je voudrais que, sur ce plan, nous ayons vraiment une « charte » à l'égard des jeunes : supprimer la publicité qui accompagne les émissions pour enfants, développer des programmes permettant aux jeunes de comprendre l'actualité, etc. Au lieu de cela, les jeunes sont « un cœur de cible ». C'est triste et grave...

Le défi de la rentrée 2016 n'est-il pas celui de la fécondité du débat démocratique qui demeure en chantier et à construire pas à pas avec les élèves et étudiants ?

Oui, bien sûr. À condition de bien comprendre ce que l'on met derrière le mot « débat ». Un débat n'est pas une discussion sympathique à bâtons rompus. Ce n'est pas, non plus, un échange d'opinions. C'est un travail collectif de construction de la vérité. Et cela se prépare par des recherches personnelles et l'élucidation de son propre point de vue. Cela s'organise, avec des règles, des rôles, un tour de parole. Cela s'interrompt, de temps en temps, pour faire le point sur ce qui est stabilisé et ce qui ne l'est pas. Cela se conclut par une synthèse sur ce qui est acquis par tous et ce qui reste du domaine de chacun. Un débat authentique permet de passer de la séduction des opinions réciproques ou de la violence des intimidations à des démonstrations respectueuses et constructives... Ce n'est pas facile : il

faut apprendre à « convaincre sans vaincre » et c'est, évidemment, la grande affaire de la pédagogie du quotidien.

Peut-on dire que Philippe Meirieu est aujourd'hui davantage qu'hier « un spectateur engagé » pour paraphraser Raymond Aron et dont la liberté de pensée et de parole est plus « acérée » ?

Je ne sais pas. Ce n'est évidemment pas à moi de dire cela. Je peux simplement dire que je m'efforce à l'honnêteté dans mes interventions. Je ne suis pas certain d'avoir la vérité – qui peut l'être aujourd'hui ? – mais je tente de ne pas me dérober aux questions qui dérangent. J'essaye aussi d'éviter toutes les positions dogmatiques, au risque d'être parfois incompris de certains qui trouvent que je m'écarte trop de « la ligne ». La ligne, pour moi, c'est la fidélité à une certaine exigence de la pensée.

Repli identitaire, climat sécuritaire, démocratie « blessée » : quel message adresseriez-vous à vos collègues afin que cette rentrée soit celle de défis relevés avec succès ?

Là encore, je n'ai peut-être pas la légitimité à adresser « le bon message ». Simplement, je voudrais que nous évitions toute forme de fatalisme ou de pessimisme systématique. Je sais, comme tout le monde, quelle séduction exerce une sorte de « pessimisme esthétique » qui permet, en prévoyant le pire, de ne rien engager de positif. Je sais aussi la tentation d'une certaine forme de « révolution conservatrice » : ne rien changer puisqu'on ne peut pas tout changer. Je sais également qu'il faut de la force et de la ténacité pour ne pas se taire et rentrer chez soi, face à ceux qui pratiquent l'intimidation, quand ce n'est pas l'injure... tout en se prétendant les victimes de la « pensée unique » quand ce sont eux, maintenant, la pensée unique. Comme tout le monde, j'ai envie, parfois, de fuir le combat et de me réfugier dans le confort de mes livres et de la dénonciation systématique de tout. Mais je crois qu'il nous faut, à tout prix, résister à cette tentation. Au risque de non-assistance à un monde en danger.

Et comme citoyen, que nous dit Philippe Meirieu, pédagogue, citoyen engagé et ancien élu écologiste sur ces temps « troublés » et « troublants » ?

Que, comme le dit Italo Calvino, « l'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux

façons de ne pas en souffrir : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, lui faire de la place. »